


**MEDIAPART**

PROCHE ET MOYEN-ORIENT ENQUÊTE

## Gaza : la mécanique des massacres de la faim

**Chaque jour, des Palestiniens meurent ou sont blessés dans la bande de Gaza en essayant de se procurer de quoi manger. Pour qu'ils et elles ne soient pas que des chiffres, Mediapart a recueilli la parole de victimes et de proches. Leur témoignage met au jour un système qui tue.**

Gwenaëlle Lenoir - 12 septembre 2025 à 11h33

**L**e 3 août, dès le matin, il fait une chaleur à étouffer. Ahmed, 27 ans, sept personnes à charge, dont sa mère, sa femme, des frères et sœurs, et plus aucun salaire depuis vingt-deux mois, se décide pourtant à parcourir plusieurs kilomètres pour tenter de récupérer quelque chose à manger au centre de distribution de la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF, acronyme en anglais largement usité) le plus proche, celui de Tina Rafah.

Ce n'est pas la première fois. Sans revenu, la famille ne peut pas s'acheter les quelques denrées présentes sur les marchés. Quant aux camions d'aide humanitaire, autorisés à nouveau en quantité minimale depuis fin mai, après un blocus total de onze semaines, ils sont pillés aussitôt qu'ils pénètrent dans la bande de Gaza, par des foules affamées ou des gangs armés. Ahmed se rend donc parfois sur le site de la GHF. Il sait la cohue, et le risque de tirs de l'armée israélienne postée à proximité.

Parfois, il a réussi à s'emparer d'un colis, avec du riz ou des pâtes. D'autres fois, il a glané par terre ce qui était tombé. D'autres jours, il est revenu bredouille.



Des Palestiniens quittent, avec des sacs, un point de distribution alimentaire géré par la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), près du corridor de Netzarim, dans le centre de la bande de Gaza, le 3 août 2025. © Photo Eyad Baba / AFP

Ce 3 août, sur le chemin, Youssef, 22 ans, se joint à lui. Ils sont voisins dans le quartier de tentes où ils sont déplacés, et affrontent le même manque de nourriture. *« On a trouvé un tuk-tuk pour nous emmener, ça nous a évité de marcher pendant des heures, raconte Ahmed à Mediapart. On est arrivés près du site au moment de la prière de l'Asr [après-midi – ndlr], il faisait très chaud, on a cherché de l'ombre en attendant l'ouverture. Et puis comme il y avait beaucoup de monde, on s'est rapprochés, pour être dans les premiers. »*

*« Soudain, ça s'est mis à tirer de partout, des tirs très forts, très nourris, ça venait des chars pas loin, et des drones quadricoptères. On s'est aplatis au sol avec tout le monde, on entendait les balles siffler autour de nous. J'ai hurlé à Youssef de sortir de là, reprend Ahmed. On a détalé tous les deux. »*

Après une course éperdue, Ahmed décide de se cacher dans un petit bâtiment presque entièrement détruit. Youssef refuse, il craint d'y être encore plus ciblé. Les deux jeunes gens se séparent. La situation calmée, Ahmed reprend la route vers sa tente, à Khan Younès, les mains vides. À son arrivée, il ne trouve pas Youssef. Son jeune voisin a été tué par un tir de quadricoptère.

Sa mère lui interdit alors de repartir chercher de l'aide auprès de la GHF : *« Je préfère que nous mourions de faim. »*

## Des massacres orchestrés

Le centre n° 3, dit de Tina Rafah, se trouve en « zone rouge », dite aussi « zone militaire active », selon la classification israélienne. Il est situé sur le corridor de Morag, un axe est-ouest au sud de Khan Younès, créé à coups de bulldozers blindés et d'explosifs par l'armée israélienne et entièrement sous son contrôle. Autrement dit, tout·e Palestinien·ne présent·e aux alentours est susceptible d'être ciblé·e.

Aller chercher un colis là-bas, c'est s'exposer au feu de tout l'armement israélien, aérien, terrestre, naval, et de celui des mercenaires états-uniens qui gardent les sites de la GHF, trouble officine américano-israélienne sortie de nulle part en février.

Sans expérience connue dans l'humanitaire, secrète sur ses fonds et leur provenance, on sait juste qu'elle contrevient à tous les usages humanitaires d'indépendance, de clarté et d'équité, et qu'elle a permis à Tel-Aviv et à Washington de casser les circuits traditionnels de distribution d'aide, éprouvés depuis des décennies. L'étroite collaboration entre les agences onusiennes, les ONG internationales et les locales permettait une distribution au plus près des populations, avec quelque 400 points répartis sur le territoire.

Le gouvernement israélien cherchait depuis longtemps à contrôler de A à Z l'aide humanitaire. Il a donc accusé le Hamas de s'emparer des cargaisons. Argument balayé par des dizaines de responsables onusiens et humanitaires et par un rapport de l'agence états-unienne USAID, peu soupçonnable de collusion avec le mouvement islamiste. Qu'importe. Comme d'habitude, le prétexte a suffi à Washington pour appuyer le plan israélien.

**Plus de 2 000 personnes ont été tuées en cherchant de l'aide. Principalement à proximité des centres de la GHF.**

La militarisation de l'aide allait conduire à la catastrophe, ont alerté les professionnel·les de l'humanitaire. Mediapart a documenté l'ensemble du processus, étape après étape.

Une centaine de jours après l'ouverture des sites le 27 mai, la tragédie est consommée. Et comme souvent, elle ne fait

plus la une des journaux. Les médias ne mentionnent même plus les tirs quotidiens contre les désespéré·es, les bousculades mortelles entre affamé·es. Chaque jour, le ministère palestinien donne le bilan des morts et indique le nombre de celles et ceux parmi eux qui cherchaient de l'aide.

Plus de 2 000 personnes, selon des informations recueillies et recoupées par l'ONU, ont été tuées en cherchant de l'aide. Principalement à proximité des centres de la GHF, et aussi près du point de passage de Zikim, au nord du territoire, par lequel entrent depuis fin mai, et en quantité largement insuffisante, selon les professionnel·les de l'humanitaire, des camions chargés de palettes. Ils sont assaillis par la foule à peine dans l'enclave palestinienne. L'armée israélienne tire systématiquement.

Être assassiné·e ou blessé·e en allant chercher un colis alimentaire est devenu une banalité. Le piège de la GHF est presque parfait.

*« Le chaos est entièrement voulu et tout est orchestré pour le susciter, analyse un travailleur humanitaire familial de la bande de Gaza. Les sites ouvrent en moyenne vingt minutes par jour, et de façon totalement aléatoire. Les tirs indiscriminés contre la population civile, de la part des mercenaires de la GHF ou des soldats israéliens, sont systématiques. »*

Difficile de déceler l'objectif final de ce chaos, que la GHF, sollicitée par Mediapart, juge ne pas exister : « C'est absolument faux », a répondu le service médias. Une piste pourrait être le déplacement de la population, car « les besoins ne sont pas là où ont été construits les sites », assure le professionnel de l'humanitaire.

## « Pièges » et « Hunger Games »

Médecins sans frontières (MSF) gère deux centres de santé primaire, Al-Mawassi et Al-Attar, à proximité de deux sites de la GHF, le n° 3, celui où a été assassiné Youssef, et le n° 2. En août, l'ONG a publié un rapport aussi effrayant que documenté, rédigé à partir des observations effectuées par ses équipes médicales dans ces deux centres. Et intitulé « This is not aid. This is orchestrated killing » (« Ce n'est pas de l'aide. C'est un massacre orchestré »).

Entre début juin et fin juillet, les deux petits établissements de santé de MSF ont reçu 1 380 blessé·es, dont 28 cadavres provenant des deux centres de la GHF proches ; 174 présentaient des blessures par balles, dont des femmes et des enfants. Une petite fraction des victimes, car la plupart, indique l'ONG, sont directement amenées dans les hôpitaux équipés pour soigner les blessures par balles.

« Je vois les routes s'animer. J'entends les cris et les huées. Je vois des gens sur des charrettes avec des sacs de nourriture, puis les blessés commencent à arriver, presque au même moment, narre dans le rapport la responsable des activités infirmières de MSF en juillet. J'ai des patients blessés par balles qui sont transportés dans les mêmes sacs en plastique que ceux qu'ils portaient pour collecter de la nourriture. »

Le document souligne encore : « Les équipes se sont tellement habituées à l'afflux de blessés après chaque distribution qu'elles ont commencé à surveiller les réseaux sociaux de la GHF – utilisés pour annoncer l'ouverture des sites – afin de s'assurer que les équipes médicales soient en place à l'avance. »

Un coordinateur MSF, effaré, assène en juillet : « Je n'aurais jamais imaginé être confronté à une telle situation : soigner des patients directement touchés par balles alors qu'ils cherchaient à se procurer de la nourriture. Et ça n'a cessé d'empirer. Nous avons commencé à voir arriver des personnes déjà mortes. Des gens très jeunes. Sans papiers d'identité. Sans famille à leurs côtés. »

Les Palestinien·nes sont si conscient·es de ce qui se passe autour et dans les sites de la GHF qu'ils les appellent les « pièges », les « Hunger Games ».

### **Faire une cible de chaque personne affamée**

Mustafa y a perdu son meilleur ami, et la Palestine du football son Pelé. Suleiman al-Obeid, star du ballon rond, a été assassiné le 6 août, au même endroit que Youssef.

L'athlète, lui aussi, n'avait plus ni emploi ni revenu. Acheter des denrées sur les marchés est hors des moyens de tous les Suleiman, Youssef ou Ahmed du territoire. Elle proviennent pour beaucoup des pillages des

quelques convois humanitaires autorisés à entrer dans Gaza. Leurs prix sont stratosphériques.

« Ce n'était pas la première fois qu'il allait au site n° 3. Il n'avait plus aucun revenu, puisque les équipes de foot, comme les autres, ne jouaient plus. Il ne pensait qu'à nourrir ses cinq enfants. C'était sa seule préoccupation. Cette fois-ci, sa femme, Oum Nassim, lui avait demandé de ne pas y aller, et il a refusé, raconte Mustafa à Mediapart. Il est parti avec son frère et des neveux, avant l'aube. Quelques heures plus tard, on est venu dire à Oum Nassim qu'il avait été blessé par un tir de quadricoptère. En fait, il avait succombé, aux côtés d'un cousin. Son frère, blessé au cou, avait essayé de les aider. C'était trop tard. »

« Quand les quadricoptères sont là et qu'ils tirent, c'est fini, explique le coordinateur médical de MSF cité dans le rapport. Des enfants sont tués par des tirs aveugles sur les foules qui se pressent autour des sites de la GHF. »

« Ceux qui obtiennent quelque chose sont ceux qui osent s'approcher le plus près possible, juste à la ligne de mort, sous la colline des chars. »

Ali Attallah, habitant de Gaza à la recherche d'aide alimentaire

Qui est responsable de ces massacres ? La GHF nie toute implication. Deux anciens gardes ont pourtant témoigné du contraire, l'un anonymement devant la BBC, l'autre à visage découvert auprès de France 24. L'armée israélienne, à chaque fois qu'elle a été interpellée, a indiqué qu'elle enquêtait sur « l'incident ». Sans plus de précision ni de résultat.

À Mediapart, le service de presse de l'armée répond plus généralement : « À la suite d'incidents au cours desquels des civils arrivés aux centres de distribution auraient subi des préjudices, des enquêtes approfondies ont été menées au sein du commandement sud et des instructions ont été données aux forces sur le terrain à la lumière des enseignements tirés. » L'armée explique qu'elle a également procédé à des ajustements : l'érection de nouvelles clôtures, la mise en place de panneaux de signalisation et d'« autres mesures ».

Certains de ses fantassins donnent des versions bien différentes. Ainsi, dans une enquête du journal israélien *Haaretz* publiée le 26 juin, des soldats indiquent avoir reçu l'ordre de tirer sur des civil·es sans armes : « Là où

*j'étais stationné, entre une et cinq personnes étaient tuées chaque jour, déclare l'un d'eux, cité par le quotidien de centre-gauche. Elles sont traitées comme une force hostile : aucune mesure de contrôle des foules, pas de gaz lacrymogène, juste des tirs réels avec tout ce qui est imaginable (mitrailleuses lourdes, lance-grenades, mortiers). Puis, une fois que le centre ouvre, les tirs cessent et les personnes savent qu'elles peuvent s'approcher. Notre forme de communication, ce sont les coups de feu. »*

Les mêmes méthodes sont mises en œuvre à proximité du point de passage de Zikim, tout au nord de l'enclave palestinienne. Pas de site de distribution ici, mais des camions d'aide humanitaire qui entrent. Ils n'ont pas le temps d'atteindre la plateforme logistique du Programme alimentaire mondial (PAM). Ils sont pris d'assaut, à peine roulent-ils dans l'enclave, par des gens affamés, les mêmes que ceux qui, au sud, risquent leur vie pour un colis alimentaire.

*« 95 % des camions de l'ONU transportant de la nourriture sont pillés, reprend le travailleur humanitaire familial de la bande de Gaza. Seuls les camions commerciaux ont une chance d'atteindre les entrepôts car eux sont escortés par des hommes armés que les Israéliens ne ciblent pas. »*

## Des règles écrites nulle part

Ramadan Attallah, 44 ans, père de trois fils et deux filles, n'avait pas les moyens d'acheter ces produits « commerciaux ». Il a été tué par un tir de drone quadricoptère le 30 juillet, alors qu'il cherchait à récupérer un sac lors du passage d'un convoi de camions après le point de passage de Zikim. Son fils de 18 ans, Ali, se trouvait au même endroit, mais ignorait que son père, ce jour-là, avait décidé de prendre le risque.

Ali est familier de cette zone dangereuse, il s'y rend presque chaque jour. *« C'est toujours très encombré, il y a beaucoup de monde pour attendre les camions, des jeunes hommes, des femmes, des enfants et des personnes âgées, raconte le jeune homme à Mediapart. Certains y vont la nuit et y dorment jusqu'au lendemain. D'autres y vont le matin et y restent toute la journée. La plupart y vont avec espoir, croyant que cette fois-ci, la chance leur sourira. Beaucoup reviennent sans cesse les mains vides. Ceux qui obtiennent quelque chose sont ceux qui osent s'approcher*

*le plus près possible, juste à la ligne de mort, sous la colline des chars, face à la ligne de tir. »*

**Quel est le niveau de désespoir nécessaire pour accomplir ces gestes qui semblent fous ?  
Quel niveau de faim ?**

Ceux qui meurent, ajoute-t-il, sont souvent ceux qui s'y risquent pour la première fois. Comme son père. Ils ne connaissent pas les règles mortelles écrites nulle part. *« Ils ne savent pas où aller, où se cacher, ni comment échapper aux tirs aveugles. Quand il a vu les gens courir, mon père a couru avec eux, sans savoir où aller. Les balles venaient de deux côtés : des quadricoptères et des chars. Tous les tirs étaient aveugles. Les quadricoptères volaient très bas, larguaient des bombes et tiraient des balles juste au-dessus de la tête des gens. Il y en avait tellement dans le ciel »,* relate encore Ali.

C'est ainsi, aussi, qu'a été assassiné Ibrahim, 19 ans, le 21 août. Lui, deux de ses frères et son père Khamis étaient partis ensemble en expédition à Zikim. Ils manquaient de cette expérience dont Ali fait état. Après des heures passées allongés par terre pour se protéger des balles, une grande clameur : les camions arrivent ! *« Tout le monde s'est mis à courir, y compris Ibrahim. À ce moment-là, des quadricoptères, des chars et des navires de guerre ont commencé à tirer au hasard »,* relate un membre de la famille, une semaine plus tard. Ibrahim a été touché directement au cœur, il s'est effondré dans les bras de son frère Hazem.

Jour après jour, nuit après nuit, des dizaines de personnes risquent leur vie pour une bouchée de nourriture. Quand elles partent de leur abri, elles savent qu'elles ne rentreront peut-être pas. Quel est le niveau de désespoir nécessaire pour accomplir ces gestes qui semblent fous ? Quel niveau de faim ?

Un coordinateur médical de MSF, rompu aux zones de guerre, décrit dans le rapport déjà cité l'une des expériences les plus difficiles de sa vie : *« Ce à quoi nous assistons est vraiment très grave. Les gens sont abattus comme des animaux. Ils ne sont pas armés. Ce ne sont pas des soldats. Ce sont des civils qui portent des sacs en plastique dans l'espoir de ramener chez eux de la farine ou des pâtes. »* Et de conclure : *« Aucun d'entre nous*

[humanitaires – ndlr] *n'était préparé à vivre cela.* »

**Gwenaelle Lenoir**

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse [enquete@mediapart.fr](mailto:enquete@mediapart.fr). Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).

## Boîte noire

Les entretiens ont été réalisés entre le 20 et le 28 août avec l'aide d'Ibrahim Badra.

Certaines personnes ont demandé que leur nom de famille ne soit pas indiqué, ce que nous avons respecté.

---

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.  
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau